

Projet de loi sur le financement de la 3^{ème} correction du Rhône (LFinR3)

1. Déroulement des travaux

La Commission de l'équipement et des transports (ET) s'est réunie le lundi 15 janvier 2018, de 08h30 à 15h20, à la salle de conférence 4 du bâtiment du Grand Conseil, 3^{ème} étage, à Sion.

Commission ET

Membres	Remplacé par	15.01.2018
BIFFIGER Paul, SVPO, président		X
CARRON Florentin, PDCB vice-président		X
CRETENAND David, PLR, rapporteur		X
BAGNOUD Aristide, PDCC		X
BARRAS Lucien (suppl.), Les Verts		X
D'ANDRES Gregory, PLR		X
FURRER Urban, CSPO	HALLENBARTER Jürg	X
IMBODEN Reinhard, CVPO		X
JORDAN Werner, AdG/LA		X
MONOD Julien (suppl.), PLR		X
PERRUCHOUD Sandrine, AdG/LA		X
PITTELOUD Albert, UDC		X
RAUSIS Joachim, PDCB	FELLAY Xavier	X

Service parlementaire

LUYET Janique, collaboratrice scientifique

Administration cantonale

MELLY Jacques, conseiller d'Etat, chef du Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement (DMTE)

ARBORINO Tony, chef de l'Office cantonal de la construction du Rhône (OCCR3), DMTE

BENDER Alain, Section Finances et Administration, OCCR3, DMTE

PELLISSIER Vincent, chef du Service de la mobilité (SDM), DMTE

DUROUX Rachel, juriste et cheffe de la Section juridique du Service administratif et juridique du DMTE (SAJDMTE)

VUISTINER Muriel, juriste auprès de la Section juridique du SAJDMTE

2. Présentation générale du projet

Le présent projet de loi a pour but de créer une base légale spécifique relative au financement de la 3^{ème} correction du Rhône. Cette base légale spécifique modifie certains

aspects financiers contenus dans la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau (LcACE ; RS / VS 721.1).

En complément aux aspects financiers, le projet de loi adapte la LcACE aux spécificités du projet Rhône 3. Ainsi, les articles relatifs aux zones de danger du Rhône sont modifiés afin d'être adaptés aux spécificités temporelles et géographiques de la situation de danger du cours du Rhône.

Il permet en outre de retranscrire et d'adapter le décret créant un fonds pour le financement du projet de la 3^{ème} correction du Rhône du 11 septembre 2014 (ci-après le décret), lequel a une durée de validité de cinq ans¹ et doit dès lors être intégré dans une base légale formelle.

Les principes et règles d'appel à contribution des communes et des tiers contenues dans la LcACE ne peuvent pas être appliqués à un projet d'une telle ampleur que celui de la 3^{ème} correction du Rhône, lequel est destiné à être réalisé étape par étape. Ainsi, le projet de la LFinR3 entend élaborer les bases légales y relatives.

Selon le chef de département, cette loi est nécessaire pour fixer la contribution des communes et concrétiser le décret. Si le Rhône appartient au canton, cela ne signifie pas pour autant que ce dernier doive supporter tous les coûts. Ce système d'appel à contribution existe d'ailleurs en matière de routes cantonales dont le canton est propriétaire, les communes participant néanmoins aux frais.

Il est relevé que seuls les coûts imputables à la 3^{ème} correction du Rhône seront pris en compte, ceux-ci s'élevant actuellement à CHF 3.4 milliards.

Le présent projet de loi n'entend pas introduire un nouvel impôt² pour les communes, les contribuables et les concessionnaires de chemins de fer, mais une contribution causale³ qui se manifeste par un appel à la plus-value auprès des bénéficiaires du projet de la 3^{ème} correction du Rhône.

3. Discussion et vote d'entrée en matière

3.1. Discussion

Un député déclare refuser l'entrée en matière au motif que le présent projet de loi est inconstitutionnel. De son point de vue, l'art. 17 al. 2 de la Constitution cantonale ne constitue pas une base légale suffisante justifiant l'introduction d'un impôt touchant les communes, les propriétaires fonciers et des concessionnaires de chemins de fer. En outre, selon l'arrêt du Tribunal fédéral 4A 60/2017, la Haute Cour constate que l'Etat du Valais exerce sa souveraineté sur le Rhône, lequel fait partie du domaine public. Cette souveraineté est de nature à engager la responsabilité du canton en vertu de l'art. 679 CC. Etant donné que le Rhône appartient au canton, celui-ci est responsable de son entretien. Ainsi, si le Rhône

¹ Le décret est entré en vigueur le 3 octobre 2014 et a été confirmé lors de la votation populaire de juin 2015. Il a une durée de validité de cinq ans maximum.

² L'impôt est la contribution versée par un particulier à une collectivité publique pour participer aux dépenses résultat des tâches générales dévolues à cette dernière en vue de la réalisation d'un bien commun (voir message du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017 à ce projet de loi, p. 7, 1^{er} paragraphe).

³ La charge de préférence ou contribution causale est une participation aux frais d'installations déterminées réalisées par une corporation publique d'intérêt général, participation mise à la charge des personnes ou des groupes de personnes auxquels ces installations procurent des avantages économiques particuliers (voir message du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017, p. 7, 1^{er} paragraphe).

devait déborder et causer des dégâts, il appartient à l'Etat d'en assumer les coûts. Demander une contribution aux communes, aux contribuables et aux chemins de fer est dès lors illégal et contraire au droit.

Le chef de département indique qu'il est unanimement admis que le Rhône est propriété du canton du Valais. Le projet présenté en céans vise justement à créer une base légale afin d'établir la répartition des contributions, ce qui n'est aucunement contraire à l'arrêt du Tribunal fédéral cité.

Le chef du SDM rappelle que le présent projet vise à l'introduction d'une contribution causale ; si bien qu'il est conforme à la Constitution.

Afin de cadrer le débat, la Commission convient de poser ses questions lors de la lecture de détails. Il est par conséquent directement passé au vote sur l'entrée en matière.

3.2. Vote d'entrée en matière

Vote : L'entrée en matière est **acceptée** par la Commission par 11 voix pour, 1 contre et 1 abstention.

4. Lecture de détails

Seuls sont mentionnés ci-dessous les articles ayant fait l'objet de remarques et / ou de modification de la part de la Commission.

Art. 2	Objet
--------	-------

Remarques :

Alinéa 2 : En ce qui concerne le contrôle administratif et la responsabilité du fonds, le chef du SDM précise que la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton (LGCAF) s'applique, si bien que son service y est soumis au même titre que n'importe quel autre service ou office de l'administration cantonale.

Alinéa 3 : La Confédération n'est pas mentionnée dans cet alinéa. Une loi cantonale ne peut en effet pas mettre à contribution un organe fédéral.

Si les entreprises d'électricité n'y sont pas indiquées, c'est parce que la clé de répartition des contributions se base sur la notion de propriétaires fonciers.

Art. 3	Le fonds
--------	----------

Remarques :

Alinéa 3 let. b) : La mise à jour de toutes les concessions des douze carrières existantes le long du Rhône et l'entrée en vigueur du présent projet de loi ne sont pas dépendants l'un de l'autre. Ainsi, les entreprises qui, actuellement, extraient du gravier doivent payer la redevance de CHF 6.--. Une fois la LFinR3 entrée en vigueur, le montant de CHF 6.—sera directement versé dans le fonds.

Alinéa 4 : Une assurance a récemment fait un don de CHF 1 mio au fonds Rhône 3. Le chef de département indique laisser la porte ouverte à d'autres initiatives de ce genre, cet alinéa permettant justement la possibilité de donations de tiers. Le chef de l'OCCR3 ajoute que le fait pour une assurance d'être associée au projet de la 3^{ème} correction du Rhône lui permet non seulement d'obtenir une diminution sur les risques, mais également de se prévaloir de

sa participation à ce projet, lequel bénéficie d'une bonne image au sein du canton et à l'extérieur.

Art. 4	Gestion du fonds
--------	------------------

Remarques :

Alinéa 1 : L'entité administrative compétente en matière d'aménagement du Rhône est l'OCCR3.

Alinéa 2 : La compétence en matière d'adjudication jusqu'à CHF 50'000.—relève du chef de service, entre CHF 50'000.—et 200'000.-- du chef de département et en-dessus de CHF 200'000.-- du Conseil d'Etat. En vertu de cet alinéa, les compétences financières usuelles s'appliquent.

Art. 5	Coût global du projet
--------	-----------------------

Remarques :

Alinéa 1 : Le présent projet de loi prend en compte, dans le coût global, les montants déjà dépensés, si bien que la question de la rétroactivité ne se pose pas.

Il est toutefois difficile d'évaluer le risque que le Tribunal fédéral déclare la loi rétroactive – en cas de recours – et d'en chiffrer alors les conséquences financières pour le canton.

Selon la cheffe de la Section juridique, il s'agit d'une rétroactivité impropre, dans le sens où le coût global prend en compte les dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1996 (début du projet) et sert de base de calcul des contributions. Quant à la loi, elle n'est pas rétroactive, mais s'applique dès son entrée en vigueur.

Selon le chef de l'OCCR3, un montant de CHF 200 mios a déjà été investi jusqu'à ce jour dans le projet. Si le Tribunal fédéral devait déclarer la loi rétroactive, le risque de perte des contributions des tiers sur ce montant pourrait s'élever à environ CHF 1 mio.

Alinéa 2 : Jusqu'ici, seule la commune de Fully a contribué aux travaux de la correction du Rhône. En vertu des principes de solidarité⁴, bénéfice⁵ et causalité⁶ prévus par le présent projet de loi, les coûts des travaux d'une commune pour la 3^{ème} correction du Rhône ne lui sont pas facturés, mais répartis entre toutes les communes.

Alinéa 3 : Les travaux engendrés par la correction du Rhône n'entraînent pas l'obligation, pour les tiers propriétaires, de procéder à des travaux supplémentaires s'ils ne le veulent pas. A titre d'exemple, le chef du SDM indique que, dans le cadre de la réfection d'un pont enjambant le Rhône à St-Triphon, l'Etat a profité de l'occasion pour construire une route supplémentaire.

⁴ Le principe de solidarité : ce principe prévoit qu'une part des coûts à la charge des communes devra être répartie entre toutes les communes du canton. Le critère retenu par le Conseil d'Etat est le nombre d'habitants basé sur la statistique officielle la plus récente du canton (voir message du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017, p. 11, ad art. 12).

⁵ Le principe de bénéfice : ce principe concerne le bénéfice des mesures prises pour les communes riveraines, en fonction de la valeur des surfaces sises en zones de danger qui seront protégées des crues grâce aux travaux de Rhône 3 (voir message du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017, p. 11, ad art. 12).

⁶ Le principe de causalité : ce principe est défini selon le bassin hydrographique (ancien périmètre d'action des eaux) en tenant compte de la surface du territoire communal (voir message du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017, p. 11, ad art. 12).

Art. 6	Principes de base
--------	-------------------

Modification rédactionnelle (version française uniquement) :

¹Le financement du projet est assuré principalement par le fondss.

Remarques :

Alinéa 1 : Le fonds est alimenté par une dotation initiale de CHF 60 mios prélevée sur le fonds pour les grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle, par le budget ordinaire et par les contributions des communes, des contribuables et des concessionnaires de chemin de fer (art. 3 du présent projet de loi). Ce fonds est ainsi continuellement alimenté.

A la question de savoir pourquoi le financement du projet est assuré principalement par le fonds, alors que seul celui-ci finance le projet de la 3^{ème} correction du Rhône, le chef du SDM répond qu'il s'agit d'une réserve pour le cas où il existerait, dans quelques années, d'autres manières de le financer et ainsi d'éviter de devoir procéder à une modification de la loi et d'éviter les fluctuations trop importantes liées aux aléas budgétaires.

Alinéa 3 : Un député demande les raisons pour lesquelles cet alinéa mentionne les « autres contributions régies par la LcACE », étant donné que celles-ci ne s'appliquent pas à la 3^{ème} correction du Rhône et que le présent projet de loi traite de toutes les contributions relatives à ladite correction. Si le chef du SDM comprend cette remarque et ne peut y répondre, il préfère ne pas modifier cet alinéa, la construction du présent projet de loi étant subtile.

Art. 7 al. 1 let. b)	Compétence
----------------------	------------

Remarques :

« Décider » signifie appliquer dans le sens de la décision.

Art. 9	Parts totales des contributions
--------	---------------------------------

Modification de la Commission :

²La part des contribuables au sens de l'article 15 représente **3 2.5** pour cent du coût global.

Remarques :

Le pourcentage de 5% de la part des communes est repris de l'actuelle LcACE. Quant à la part des contribuables de 3%, elle constitue une adaptation du pourcentage proposé par la Commission Rhodanique. Pour ce qui est du pourcentage de 6.1% de la part des concessionnaires de chemin de fer, il résulte des discussions menées avec l'Office fédéral des routes et les Chemins de fer fédéraux. Par ce mécanisme, les chemins de fer ne sont plus une instance fédérale, mais deviennent des tiers, auxquels il est possible de fixer leur contribution à la 3^{ème} correction du Rhône. Selon le chef de département, il est évident que les Chemins de fer ne sont pas forcément en faveur d'une loi imposant une contribution aux concessionnaires des chemins de fer.

A la connaissance du chef de l'OCCR3, le canton de Vaud connaît les appels à contribution des communes, mais pas l'appel à contribution des contribuables au sens de l'art. 9 al. 2 du présent projet de loi.

Le présent projet de loi entend régler la question de l'appel à contribution en une fois, en prévoyant un montant global.

Un député fait part du souci des entreprises qui viendraient s'installer en Valais et auraient cette épée de Damoclès sur la tête. Le chef du SDM précise que seuls les propriétaires

fonciers sont appelés à contribution et que cette manière de faire n'est pas spécifique au présent projet, mais relève de l'aménagement du territoire. Ce n'est que lorsqu'une plus-value est réalisée pour des propriétaires présentant des valeurs cadastrales supérieures à CHF 10 millions qu'il est possible d'appeler à contribution les propriétaires fonciers. De son point de vue, ce ne sont pas forcément les entreprises qui vont être le plus fortement impactées par cet appel à contribution, mais les communes bourgeoises, les caisses de pension etc.

Ce même député a du mal à comprendre l'argumentation du département quant à la plus-value pour les entreprises, laquelle consiste dans la sécurisation des zones, alors que le canton est responsable de la sécurité de son territoire. Le chef du SDM répond qu'il y a par exemple plus-value significative lorsqu'un propriétaire foncier peut construire parce que la zone dans laquelle se trouve son bâtiment a été sécurisée, passant ainsi de zone rouge à zone à bâtir. Tel serait également le cas de la Lonza qui entendrait étendre ses installations en zone rouge et qui ne pourrait les construire si elles restaient en zone rouge ; alors que si la zone devait être sécurisée, elle pourrait investir et se développer. Le système proposé par le présent projet de loi offre des possibilités supplémentaires et n'implique pas la suppression de toutes les zones rouges.

Un député souligne le fait qu'il convient de distinguer la situation de la Lonza, laquelle dispose de terrains à construire, et celle des Usines de Chippis, dont les terrains sont déjà construits en zone rouge et qui bénéficient partant déjà de la plus-value significative. Le chef du SDM répond qu'il s'agit de problématiques relevant de l'aménagement du territoire, laquelle pose de nombreuses questions : Que fait-on des propriétaires fonciers ayant construit dans une zone qui n'était pas encore indiquée comme zone rouge ? Doit-on les exproprier ? Un député ajoute qu'une entreprise qui entend entreprendre des travaux devra de toute manière supporter les frais d'installation.

Alinéa 2 : Un député rappelle que le Grand Conseil était prêt à donner CHF 100 millions aux remontées mécaniques. Il propose de faire également un cadeau aux entreprises valaisannes, lesquelles génèrent des emplois, en diminuant le pourcentage de la part des contribuables et, partant, en ne leur demandant pas de s'acquitter d'un montant d'environ CHF 9 millions. De son point de vue, le fait de devoir payer des contributions va poser des problèmes économiques pour certaines entreprises. Le chef de département attire l'attention de la Commission sur le fait que ce montant de CHF 9 millions ne concerne qu'une période de contribution. Sur 30 ans, le montant que les contribuables ne paieront pas se montera à CHF 100 millions.

Un autre député propose de supprimer cet alinéa (proposition 1). Le chef de département se demande si le soutien à l'industrie et à l'économie valaisannes doit passer par le présent projet de loi. Il est d'avis que la suppression de cet alinéa ne constituerait pas un bon signal.

Si des propriétaires fonciers devaient recourir contre le pourcentage auprès du Tribunal fédéral et que la Haute Cour devait leur donner raison et baisser le pourcentage, la charge des frais sera alors portée au budget de l'Etat. En vertu de l'art. 10 al. 6 du projet de loi, les décisions non contestées sont définitives.

Si le pourcentage de la part des contribuables devait être revu à la baisse par rapport à la proposition du Conseil d'Etat, cela n'aura aucune incidence sur la part des concessionnaires de chemins de fer, laquelle resterait à 6.1% du coût global. En effet, l'argumentaire motivant le pourcentage de la part de ces deux catégories n'est pas le même.

Un député est d'avis que les entreprises ne comprendront pas la notion de plus-value significative que les travaux de sécurisation de la zone leur apporteraient et recourront certainement contre la contribution de 3% auprès du Tribunal fédéral comme cela a été le cas avec le décret. Le chef du SDM répète qu'il ne s'agit pas d'un impôt sur les entreprises, mais d'un appel à contribution des plus classiques. De son point de vue, si une entreprise s'implante dans une zone rouge, elle devra déboursier un montant plus élevé pour sécuriser la zone que celui de l'appel à contribution.

Environ 200 propriétaires fonciers sont concernés par la contribution. Différentes méthodes de perception de la contribution ont été examinées par le département (au moment où la plus-value est réalisée, au moment où l'entreprise est concernée etc.), la solution proposée se voulant pragmatique et simple à mettre en œuvre, notamment pour les gestionnaires communaux des finances.

Selon un député, la majorité des zones industrielles sont historiquement « collées » au Rhône. Le fait pour certaines de se délocaliser pourrait constituer un élément positif car permettant de changer l'image du Rhône flanqué de zones industrielles. De son point de vue, le canton n'a pas comme rôle d'être l'unique porte-parole de l'entrepreneuriat, mais de trouver des partenaires pour financer le présent projet de loi.

Le présent projet de loi ne prévoit pas de système de correctif (contre-expertise ou contrôle de la part du canton) en cas de disparités entre les communes dans la fixation de l'estimation des valeurs cadastrales, toutes les valeurs cadastrales n'ayant pas encore été revues.

Un député propose de fixer le pourcentage de la part des contribuables à 1.5% (proposition 2), un autre à 2.5% (proposition 3) et un troisième de la laisser à 3% (proposition 4).

Les quatre propositions d'amendement de l'alinéa 2 de l'art. 9 sont ainsi mises au vote comme il suit :

- La proposition à 1.5% est opposée à la proposition à 3% :
 - 4 voix en faveur de la proposition à 1.5%
 - 7 voix en faveur de la proposition à 3%
- La proposition vainqueur à 3% est opposée à la proposition à 2.5% :
 - 8 voix en faveur de la proposition à 2.5%
 - 3 voix en faveur de la proposition à 3%
- La proposition vainqueur à 2.5% est opposée à la proposition visant à supprimer l'alinéa 2 :
 - 8 voix en faveur de la proposition à 2.5%
 - 5 voix en faveur de la suppression de l'alinéa 2

Vote : Par 8 voix pour, 5 contre et 0 abstention, la Commission décide de modifier l'alinéa 2 de l'art. 9, dans le sens où la part des contribuables s'élève à 2.5% du coût global.

Art. 10	Période de perception
---------	-----------------------

Modifications rédactionnelles (la modification de l'alinéa 3 ne concerne que la version française):

² Ces périodes de perception sont les suivantes:

- a) la première période de perception s'étend de l'entrée en vigueur de la loi jusqu'au 31 décembre 2024; le plafond est de 700 millions **de francs**;

- b) la deuxième période de perception s'étend depuis la fin de la première période de perception jusqu'au 31 décembre 2034; le plafond est de 1.2 milliards **de francs**, éventuellement augmenté du solde non facturé de la première période de perception;
- c) la troisième et dernière période de perception s'étend depuis la fin de la deuxième période de perception jusqu'à la fin du projet, mais au plus tard au 31 décembre 2050; le plafond est de 1.5 milliards **de francs**, éventuellement augmenté du solde non facturé des périodes de perception précédentes.

³ La contribution fixée en début de chaque période de perception est divisée en annuités constantes.

Remarques :

Cette disposition ne mentionne pas l'adaptation au renchérissement, car elle concerne des tranches de prévisions de dépenses. Le renchérissement n'entre en ligne de compte que pour les dépenses acceptées par le Grand Conseil et non pour leur planification. Quant à l'évolution de la monnaie, elle est prise en compte dans le montant total des coûts du projet.

Alinéa 2 : Les montants donnant lieu à contribution sont plafonnés, contrairement au coût total du projet de la 3^{ème} correction du Rhône. Selon le chef de l'OCCR3, si le montant des coûts totaux a augmenté, c'est parce qu'il se base sur les coûts du projet adoptés en 2016 par le Conseil d'Etat. Un député ajoute que cette augmentation des coûts est somme toute logique, lorsqu'un projet évolue, son cadre évolue également.

Art. 11	Perception
---------	------------

Remarques :

Alinéa 1 : C'est parce qu'il s'agit d'un appel à contribution, que le terme de « contribuables » est utilisé.

Alinéa 2 : Si une personne ne devait plus être appelée à contribution durant la période de contribution alors qu'elle a déjà versé sa contribution, elle ne sera pas remboursée au *pro rata temporis*. La cheffe de la Section juridique ajoute qu'il se peut que l'entreprise ait vendu son fonds et partant, réalisé une plus-value. Un député peut comprendre que l'Etat ne veuille pas financer des entreprises qui quitteraient le Valais et supprimeraient des postes.

Une entreprise (propriétaire foncier) qui s'installerait en Valais lors de la deuxième période de contribution ne devra s'acquitter que de la contribution de cette deuxième période et pas de la première. Si elle s'installe en milieu de la première période, sa contribution sera alors calculée *pro rata temporis* selon cet alinéa 2.

Art. 12	Répartition
---------	-------------

Remarques :

Alinéa 1 : Un député est d'avis que cette répartition n'est pas correcte d'un point de vue de la solidarité et de la causalité, car elle désavantagerait les communes de montagne. Il propose ainsi de modifier le principe de solidarité en mettant 35% à charge de l'ensemble des communes (al. 1 let. a) et le principe de causalité en mettant 5% à charge de l'ensemble des communes (al. 1 let. b).

Le chef du SDM rappelle que la Commission Rhodanique avait examiné différentes solutions en ce qui concerne la répartition du montant total des contributions. Quel que soit le modèle choisi, soit les communes de plaine soit celles de montagne sont désavantagées. La

proposition ainsi présentée tient compte de la répartition la plus équitable possible, un modèle satisfaisant n'existant aujourd'hui malheureusement pas.

Let. b) : Le principe de causalité signifie qu'il existe une relation de cause à effet entre les surfaces du bassin versant⁷ du Rhône et les bénéfices.

La situation des communes disposant d'un barrage sur leur territoire n'a pas été intégrée à la notion de principe de causalité, cette dernière se basant justement sur la dimension du bassin versant.

Let. c) : Un député demande si le principe du bénéfice attribue des points en fonction des surfaces des différents types de zones de dangers (rouge, jaune) et de la qualité de la zone (zone à bâtir). Le chef de l'OCCR3 répond que, pour ce qui est de la surface, elle est connue grâce au système d'information géographique. Quant à la proportion zone à bâtir (zone à bâtir dense, zone à bâtir non dense, zone artisanale, zone industrielle) et zone non à bâtir (zones agricoles), on multiplie par un coefficient de 10 (pour les zones à bâtir) ou 1 (pour les autres zones) entre ces deux types de surfaces.

Pour ce qui est des coûts non imputables à la 3^{ème} correction du Rhône, les aménagements et leur qualité sont définis par le canton avec la commune, le canton indiquant prendre en charge tant (la moitié, le 60% ou le 70% des coûts). La part alors payée par la commune n'entre pas dans le montant des coûts totaux du projet de correction du Rhône.

Vote sur la proposition de modifier l'al. 1 let a et b) telle qu'indiquée ci-dessus : Par 8 voix contre, 5 pour et 0 abstention, la Commission refuse la proposition de modification.

Art. 13	Rapport et tableau des contributions
---------	--------------------------------------

Modification de la Commission

¹ Le canton établit les documents suivants à chaque période de perception, **au plus tard deux ans après le début de la période de perception**:

a) un rapport contenant au moins:

1. la mention des dispositions légales;
2. la part du coût global du projet afférente à la période de perception, avec indication des coûts effectifs jusqu'alors;
3. le montant total des contributions dues par les communes, dans leur ensemble et pour chaque principe mentionné à l'article 12;

b) un tableau des contributions comprenant le montant de la contribution de chaque commune et la méthode utilisée pour la calculer.

Remarques :

Alinéa 1 : Un membre indique vouloir préciser la date à laquelle ces documents doivent être établis. Selon le chef de l'OCCR, ils sont établis chaque fois qu'une personne est appelée à contribuer, pour chaque période de perception.

Le chef du SDM précise que le décompte de la contribution, établi sur la base du budget, est envoyé en début de période de perception et le décompte définitif à la fin de la période de la période de contribution. Si la Commission entend fixer un délai pour l'établissement de ces

⁷ Le bassin versant est l'espace drainé par un cours d'eau et ses affluents.

documents, il convient de tenir compte de la durée de la mise à l'enquête, laquelle peut être longue.

Après discussion, la proposition suivante de modification de l'al. 1 est soumise au vote de la Commission :

« ¹ Le canton établit les documents suivants à chaque période de perception, **au plus tard deux ans après le début de la période de perception**: ».

Vote : Par 7 voix pour, 6 contre et 0 abstention, la Commission accepte la proposition de modification.

Art. 15	Notion de contribuable
---------	------------------------

Modification de la Commission

² Sont contribuables tous ceux qui, à la date de la notification de la décision d'appel à contribution sont propriétaires d'immeuble **sur le territoire du canton du Valais** au sens du code civil suisse du 10 décembre 1907. En cas de propriété de plusieurs sur l'immeuble, les propriétaires sont solidairement responsables de la contribution.

Remarques :

Alinéa 2 : A la remarque d'un député quant à savoir si l'absence d'une délimitation géographique est volontaire, le département répond qu'une loi cantonale ne peut imposer une obligation à un autre canton.

Ce député propose ainsi de préciser qu'il s'agit de propriétaires d'immeubles sur le territoire du canton du Valais. Aucun membre de la Commission n'émet d'objection, si bien que cette proposition est acceptée tacitement.

Art. 16	Assujettissement à contribution
---------	---------------------------------

Remarques :

Alinéa 1 : La notion de groupes de sociétés (holdings) mentionnée dans l'avant-projet a été supprimée, car elle était sujette à interprétation. Le présent projet de loi considère l'entité économique pour elle-même. Ainsi, un copropriétaire foncier pour moitié sera considéré comme contribuable pour cette moitié de copropriété uniquement.

Alinéa 3 : Selon le chef du SDM, il y a un risque que des entreprises et des propriétaires en bord de Rhône doivent abandonner leurs fonds, ce risque pouvant également être vu comme une opportunité. Cela signifie qu'il y a adéquation entre l'aménagement du territoire et l'économie des entreprises.

Art. 17	Répartition
---------	-------------

Modification rédactionnelle (version française uniquement)

³ Les contribuables communiquent au canton les valeurs d'assurance des éléments de leur patrimoine, **à A** défaut, ainsi que pour tous les biens non assurés, le canton procède à une taxation d'office sur la base de leur valeur vénale.

Remarques :

Alinéa 2 : Les contribuables doivent communiquer les valeurs d'assurance des éléments de leur patrimoine; éléments relevant selon un député de leur sphère privée. Le chef du SDM

indique que le canton en prend acte uniquement, mais ne corrige pas les valeurs en cas de sous-assurance, cette obligation de contrôle incombant aux assurances.

Selon l'art. 16 al. 1, ces valeurs sont réévaluées au moment de la décision d'appel à contribution, à savoir pour chaque période de perception.

Alinéa 3 : La valeur vénale correspond à la valeur avant travaux.

Alinéa 5 : Par « circonstances particulières », il faut entendre la marge de manœuvre laissée au Conseil d'Etat. Pourrait tomber sous le coup de cet alinéa, le propriétaire foncier disposant d'un grand nombre de fonds, mais dont la majorité ne se situerait pas en zone de danger. Les bénéficiaires de cet alinéa sont surtout les bourgeoisies et autres bénéficiaires avec intérêt public.

Art. 18	Rapport et tableau des contributions
---------	--------------------------------------

Remarques :

Let. a) : La procédure de perception pour les contribuables n'est pas la même que pour les communes, si bien que la proposition d'ajouter une date pour l'établissement des documents est retirée.

A la question de savoir si ces contributions ne vont pas constituer, au niveau comptable, une charge pour les entreprises, le chef du SDM indique vouloir se renseigner auprès du Service des contributions.

Let. b) : Un député s'étonne de la formulation large de cette lettre, laquelle concerne des valeurs jusqu'ici confidentielles (valeurs d'assurance et valeurs cadastrales) et allant devenir publiques. Selon le chef du SDM, ces informations ne sont pas distribuées, mais pourront être consultées dans les documents de mise à l'enquête publique. Afin de ne pas violer la loi sur la protection des données, le député demande à ce que le Service s'informe de la légalité de cette disposition auprès du préposé cantonal à la protection des données et à la transparence.

Art. 21	Décision
---------	----------

Remarques :

Le Conseil d'Etat rend une décision globale qui sera notifiée séparément à chaque contribuable.

Art. 22	Hypothèque légale
---------	-------------------

Modification de la Commission

² L'inscription de l'hypothèque légale est exonérée des droits de **timbre mutation** et des émoluments du registre foncier.

Remarques :

Alinéa 2 : Etant donné que les droits de timbre n'existent plus depuis la modification de la loi idoine, la Commission convient à l'unanimité de remplacer la notion de droits de timbre par droits de mutation.

Art. 23	Cercle des concessionnaires
---------	-----------------------------

Modification de la Commission :

Les concessionnaires de chemins de fer sont les entreprises ferroviaires au bénéfice d'une concession d'infrastructure **sur le territoire du canton du Valais** en vertu de la législation fédérale.

Remarques :

A l'unanimité de ses membres, la Commission convient de limiter géographiquement la notion de concessionnaires de chemins de fer et de préciser qu'il s'agit d'entreprises ferroviaires au bénéfice d'une concession d'infrastructure **sur le territoire du canton du Valais** en vertu de la législation fédérale.

Art. 24	Répartition
---------	-------------

Modification de la Commission

~~**³ Si en raison de circonstances particulières, les règles de calcul qui précèdent devaient conduire, dans un cas d'espèce, à un résultat inéquitable, le Conseil d'Etat réduit ou augmente de façon appropriée la contribution, afin de garantir le respect des principes énoncés à l'article 6 alinéa 2.**~~

Remarques :

Alinéa 2 : Selon le chef du SDM, le fait de reconnaître dans la loi la contribution afférente aux concessionnaires de chemin de fer permet de constituer une base de négociation avec les CFF.

Alinéa 3 : Un député est d'avis que si la notion de « circonstances particulières » peut être précisée, il convient de le faire, le département arguant que cela conduirait à rendre inutile tout ce qui a été entrepris jusqu'ici.

A la lecture de cet alinéa, ce même député a le sentiment que sa formulation donne aux CFF le bâton pour battre le canton du Valais. Il propose ainsi sa suppression.

Le chef de département indique que cet alinéa donne au canton une marge de manœuvre dans les négociations avec les CFF. Le chef du SDM ajoute que toute la loi tient à cet article.

Vote : Par 11 pour, 1 contre et 1 abstention, la Commission accepte la proposition de supprimer cet alinéa 3.

Art. 27	Modification d'actes législatifs
---------	----------------------------------

Remarques :

² La loi sur l'aménagement des cours d'eau du 15 mars 2007 est modifiée comme suit :

Art. 6 al. 2 : La délégation de compétence concerne la compétence administrative et non financière. Elle permet de décharger le chef du département des petits dossiers, notamment en matière de contraventions environnementales, le département déléguant la compétence au service (SDM) ou à l'office (OCCR3).

Art. 16 al. 4 : Un député est d'avis qu'il appartient à la Confédération de préciser quelles sont les zones de danger, le chef du SDM soulignant que cela remettrait en cause le principe de territorialité. Introduire une telle demande équivaldrait à la mise sous tutelle du canton par la Confédération et à introduire un précédent « incroyable » n'existant dans aucun autre canton.

Ce député soumet la proposition suivante au vote de la Commission : « ⁴Les projets de zones de danger du Rhône et du Léman (plan et prescriptions) sont établis par le

département sans examen préalable des communes, **mais après examen préalable par la Confédération.**

Vote : Par 1 voix pour, 12 contre et 0 abstention, la proposition de modification est refusée à par la Commission.

Art. 17 al.1 : Cet alinéa concerne les projets de zone de danger communaux, si bien qu'il appartient aux communes de les mettre à l'enquête publique et d'obtenir par la suite l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 18bis al. 1 let i) : Cette disposition figure déjà dans l'Ordonnance sur les cours d'eau et devrait figurer dans une base légale formelle ; raison pour laquelle elle est introduite ici.

Art. 18bis al. 1 let. j) : Selon le chef du SDM, le risque sismique pourrait être considéré comme un « autre danger naturel », ce risque étant relatif. Au niveau international, le risque sismique en Valais est considéré comme modéré (l'on parle plutôt d'aléa sismique).

Art. 18bis al. 4 : Un couloir de gestion du risque résiduel est un secteur où les écoulements sont resserrés pour des raisons topographiques et indiqué en jaune strié sur les cartes. Cet alinéa permet d'accorder un préavis négatif à une construction se situant dans une telle zone. Il est possible qu'un propriétaire soit appelé à contribution et que le département préavise négativement la demande de construction.

5. Débat et vote final

La parole n'est pas demandée, tous les arguments ayant été avancés lors de la lecture de détails.

Vote : Le projet de loi sur le financement de la 3^{ème} correction du Rhône est **accepté** par la Commission par 9 voix pour, 3 contre et 1 abstention.

Fully / Saxon, le 25 janvier 2018

Le vice-président

Le rapporteur

Florentin CARRON

David CRETENAND